Zoom
sur

Les hydrocarbures au MoyenOrient, « matrice de guerre »

Dans la guerre actuelle, les infrastructures énergétiques sont des cibles directes, et la fermeture du détroit d'Ormuz est devenue un instrument de dissuasion. La crise accélère une recomposition globale des dépendances énergétiques.

Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts

Par Myriam Benraad, Chercheure spécialiste de l'Irak, professeure en relations internationales, enseignante sur le Moyen-Orient.



Puits de pétrole - wikipedia

À LA UNE THE CONVERSATION

Il n'y a aucune nouveauté à affirmer que les matières premières (pétrole et gaz), depuis leur découverte au Moyen-Orient, y constituent la matrice de nombreux conflits. Les guerres qui se sont succédé sur la période contemporaine sont du reste indissociables de la centralité des hydrocarbures issus de cet espace pour l'économie locale et internationale.

Cette primauté a produit au moins trois effets qui éclairent la séquence ouverte le 28 février 2026 par les opérations « Fureur épique » et « Lion rugissant » lancées respectivement par les États-Unis et Israël contre l'Iran.

Convoitise, fragilité et militarisation

Le premier de ces effets est la convoitise qui entoure le contrôle des réserves, des infrastructures et des routes maritimes liées aux hydrocarbures. De longue date, en effet, ceux-ci ont attiré et articulé les ambitions d'un grand nombre d'acteurs régionaux et mondiaux. Ils sont un canal privilégié de puissance. Rappelons à ce titre que ces matières premières sont géographiquement concentrées (Arabie saoudite, Irak, Iran, Émirats arabes unis, Qatar, Koweït) et que les frontières issues des anciens mandats européens ont été tracées en fonction des gisements locaux.

Le deuxième effet est une fragilité créée par la dépendance globale à ces ressources, qui explique pourquoi chaque incident retentit de manière quasi immédiate et systémique.

Le troisième est la militarisation continue des lignes de faille dans ce Moyen-Orient dont les richesses naturelles sont parfois associées à une malédiction.

Ces trois effets ont été amplifiés à mesure que la transition énergétique s'est éloignée dans ces États rentiers, malgré une indéniable volonté de diversifier leurs économies, et que se sont aiguisés les appétits. Depuis quelques années, cette guerre pour les hydrocarbures est ainsi plus explicite et les derniers développements géopolitiques sanctionnent un tournant. Pipelines et terminaux d'exportation, à l'instar de l'île iranienne de Kharg visée par l'armée américaine, ne sont plus uniquement des points névralgiques sur la carte, mais des cibles directes et donc pleinement intégrées à la logique guerrière.

On comprend mieux, dès lors, les investissements de défense massifs réalisés par les pétromonarchies arabes, les hydrocarbures transformant l'escalade militaire en une confrontation géostratégique globale.

Régime énergétique de conflictualité

La guerre de 2026 dessine-t-elle les contours d'une nouvelle donne ? Peut-on évoquer un régime de conflictualité distinct des précédents ? Il faut comprendre que le conflit qui oppose les États-Unis et Israël à l'Iran n'est pas une répétition des crises antérieures, mais l'entrée dans une ère où la transition inachevée vers d'autres sources d'énergie accroît, non sans paradoxe, la valeur des hydrocarbures au Moyen-Orient. Les attaques contre les infrastructures du Golfe ont provoqué une flambée des prix et une perturbation de l'offre mondiale, confirmant une intensification sans précédent des liens entre matières premières et guerres.

Dans ce contexte d'interdépendance conflictuelle, les États de la région utilisent l'instabilité comme un moyen de négocier, tandis que les acteurs étrangers perdent visiblement leur capacité de stabilisation.

La nouveauté réside aussi dans la synchronisation de deux dynamiques. D'une part, la « multipolarisation » de la géopolitique régionale signifie que les États-Unis ne sont plus en mesure de garantir seuls la stabilité du Moyen-Orient, après avoir eux-mêmes grandement contribué à déstabiliser cette zone. De l'autre, l'hybridation des conflits sur le terrain, qui passe notamment par une manipulation des flux d'hydrocarbures, fait de ces derniers non plus seulement un enjeu mais un canal premier de conflictualité.

Un instrument de politique étrangère

Doit-on voir dans la fermeture partielle du détroit d'Ormuz par l'Iran un outil politique qui crée un précédent risqué dans la manière dont d'autres États du Moyen-Orient seraient tentés de normaliser le recours à ce type de tactique dans la conduite des conflits ?

Tout un chacun a pu observer comment un Iran affaibli par les sanctions et les frappes israélo-américaines a fait de ce détroit un lieu de dissuasion qui ne repose plus sur une simple mise en garde mais sur une capacité de nuisance effective. Depuis 2019, Téhéran menaçait de procéder à cette fermeture pour s'arroger un levier de négociation avec Washington sur le dossier nucléaire, rétablir une légitimité interne écornée et éprouver la cohésion des Occidentaux. Cela se traduit pour l'heure par une navigation restreinte et escortée par les forces iraniennes.

Il s'agit de surcroît pour un régime aux abois d'anticiper l'avenir et de monnayer sa place dans le nouvel ordre régional à venir. Il est difficile, de ce point de vue, de prédire de quoi seront faits les lendemains de la guerre, mais il faut reconnaître que cette approche a permis à l'Iran de mettre à mal les intérêts des nations dépendantes des hydrocarbures moyen-orientaux, plus particulièrement golfiotes.

Il est à craindre également que la situation ait des répercussions comparables dans d'autres couloirs maritimes vitaux, à l'instar de Bab el-Mandeb ou du canal de Suez. Une telle évolution pourrait figer les logiques de conflit dans un cycle auto-entretenu, tout en obligeant les puissances extérieures à maintenir une présence militaire contre leur gré.

Reconfiguration clé des dépendances

La guerre de 2026 produit un autre effet, accélérateur d'autres tendances. Elle précipite tout d'abord une diversification des sources d'approvisionnement pour les pays asiatiques, qui subissent des ruptures de chaînes de production et des hausses de coûts, et se tournent par conséquent vers d'autres fournisseurs.

L'Europe, de son côté, réalise son retard dans la substitution aux ressources fossiles ainsi que sa dépendance historique envers le Moyen-Orient, ce qui l'incite à se tourner toujours plus vers les énergies renouvelables venues de Chine, toutefois elles-mêmes exposées à ces tensions.

La Russie, enfin, profite de l'augmentation des prix pour recouvrer ses marges de manœuvre. Autrement dit, la recomposition des dépendances énergétiques est à la fois rapide et globale.

La crise marque incontestablement une fragmentation du marché en divers blocs politico-énergétiques, au point que le Moyen-Orient pourrait ne pas rester un point géopolitique central. Elle procure à Pékin et à Moscou l'opportunité d'amoindrir l'emprise américaine, de même que des moyens de s'ingérer dans la gouvernance des grandes routes énergétiques en se présentant comme les potentiels nouveaux garants de la sécurité des États du Golfe.

Est-ce au fond le début d'une « démondialisation énergétique » au travers de laquelle les hydrocarbures cesseront d'alimenter un marché international et fluide pour devenir le pilier de pôles concurrents ?

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le 25 mars 2026 – Mis à jour le 31 mars 2026

A lire aussi

À LA UNE

THE CONVERSATION

Tous les tags